

SNUipp Val d'Oise

Infos

n° 125 sup 2 novembre 2008



SNUipp Val d'Oise Info

Bulletin mensuel du Syndicat National Unitaire
des instituteurs, professeurs des écoles et p.e.g.c. section du Val d'Oise
Maison des Syndicats 95014 CERGY CEDEX

1210SO7630

ISSN 1252-9915

Dir de pub. J-P MAURICE

Prix de vente au numéro : 0,5 euro

Imprimé par nos soins

Ce bulletin vous a été envoyé grâce au fichier informatique du SNUipp Val d'Oise. Conformément à la loi du 6.01.1978, vous pouvez avoir accès ou faire effacer les informations vous concernant en vous adressant au SNUipp Val d'Oise 26 rue Francis Combe 95014 CERGY CEDEX

Cergy CC



PRESSE
DISTRIBUÉE PAR
LA POSTE

Ecole en danger : mobilisation !

La forte mobilisation du 20 novembre où près de 70% des enseignants ont fait grève, révèle l'état d'esprit de la profession. Le Ministre a répondu par le mépris et la provocation aux demandes légitimes des enseignants. Il tente même de jeter le discrédit sur les organisations syndicales et tous ceux qui se mobilisent pour une école ambitieuse en multipliant contrevérités et mensonges qui n'ont pour seul but que de tromper l'opinion publique.

Nous devons poursuivre cette mobilisation, continuer d'agir dans les prochains jours et les prochaines semaines pour contraindre le ministre à abandonner son mépris pour le métier d'enseignant et à entendre les revendications des personnels et des parents.

Le ministre se trompe s'il croit que le mouvement n'est que celui de « syndicalistes ». C'est au contraire l'expression d'une colère profonde de l'ensemble de la profession car dans tous les domaines ses décisions heurtent les convictions des enseignants et des partenaires de l'école.

Les enseignants adhèrent à plusieurs formes de mobilisation. Le jeudi 27 novembre nous étions nombreux au salon de l'éducation, pour rappeler de nouveau au ministre nos exigences.

Plusieurs pétitions circulent depuis le début de l'année : des dizaines de milliers signent la pétition en faveur de l'école maternelle... Près de 200 000 enseignants ont signé la pétition pour sauvegarder les RASED, les motions d'écoles remontent en nombre à la section.

Au niveau départemental, avec la FCPE nous avons appelé toutes les écoles du Val d'Oise à **suspendre temporairement le fonctionnement de l'aide personnalisée** du 8 au 20 décembre et toutes les familles à ne pas envoyer leurs enfants en aide personnalisée durant ces 2 semaines (voir appel en p4). Cette action est également portée au niveau national par le SNUipp et aura donc une résonance à l'échelle de toute la France.

Plusieurs réunions sont prévues dans notre département pour construire rapidement les suites indispensables à cette mobilisation et préparer la suspension temporaire des 60h (voir notre site).

Kamel Ould Bouali

Secrétaire départemental SNUipp 95

Dispensé de timbrage

Déposé le vendredi 28 novembre 2008

ACTIONS

Toutes les actions
à venir sur
<http://95.snuipp.fr>

60 heures

**du 8 au 20 décembre :
on suspend !**

dossier spécial sur le site

Goussainville

Info syndicale

mercredi 3 décembre

Sommaire

Edito	p 1
Actions	p 2
60 heures	p 3
Courrier commun FCPE - SNUipp	p 4

Ce bulletin est adressé aux syndiqués et aux écoles du département.

Mercredi 3 décembre

Tous au Sénat !

voir sur <http://95.snuipp.fr>



**SNUipp FSU
Val d'Oise**

Tél : 01 30 32 21 88

Fax : 01 30 32 39 12

courriel : snu95@snuipp.fr

site : <http://95.snuipp.fr>

Et maintenant ?

La grève du 20 novembre a été massive et très bien suivie : 70 % de grévistes dans le Val d'Oise, une participation impressionnante à la manifestation parisienne. Nécessairement se pose la question du « comment fait-on maintenant ? »

Où en sommes nous ?

La réunion des fédérations de l'éducation nationale : FSU (SNUipp, SNES, SNEP...), UNSA-Education, SGEN-CFDT, FERC-CGT, FO, (SUD Education excusés) a eu lieu le 24 novembre à 15h suivie d'une réunion des appelants à la manifestation nationale du 19 octobre avec la FCPE, l'UNEF, l'UNL, la JPA, les CEMEA, la Ligue de l'Enseignement.

Le SNUipp national a porté seul dans ces deux réunions les propositions d'une nouvelle journée de grève unitaire dans l'Education et d'une journée unitaire de manifestations délocalisées avec les parents d'élèves.

L'Unsa, le SGEN et la FAEN ne souhaitent pas appeler à une journée de grève en décembre. FO ne s'est pas prononcé.

Au niveau du premier degré, la perspective d'une grève en décembre est également écartée à ce jour par les autres organisations syndicales.

La réunion des 24 organisations (un pays, une école, notre avenir) a finalement débouché sur la décision d'organiser une journée nationale de manifestations le mercredi 10 décembre 2008.

Le SNUipp appelle les enseignants des écoles à rester mobilisés en participant massivement aux diverses actions et à la journée nationale unitaire de manifestations du 10 décembre avec les parents, les lycéens et les étudiants. L'hypothèse de manifestations le samedi a été écartée d'une part à cause de l'opposition des lycéens et étudiants, d'autre part à cause de la date plus tardive.

A l'heure où nous imprimons, le SNUipp national propose dans ce cadre une nouvelle journée de grève unitaire aux organisations syndicales avant le 10 décembre et met cette proposition en débat parmi les personnels. De nombreuses réunions de secteurs se tiennent dans le département pour engager les suites indispensables à cette mobilisation. D'ores et déjà, une action est prévue le mercredi 3 décembre devant le Sénat lors de l'examen du volet Education dans le budget 2009.

Toutes les informations sur l'action sur <http://95.snuipp.fr>

Un pays, une école, notre avenir

Les 24 organisations à l'initiative de la journée d'action du dimanche 19 octobre proposent une journée nationale d'action le mercredi 10 décembre.

L'Education est notre avenir : le gouvernement ne veut pas l'entendre ?

Le mercredi 10 décembre, dans toutes les villes de France, enseignants, personnels, parents, étudiants, lycéens, militants associatifs, citoyens amis de l'Ecole publique,

Faisons masse pour le crier !

- L'Education, ça ne se fait pas dans la division et l'opposition,
- L'Education, ça se fait dans le dialogue,
- L'Education, ça se fait avec des moyens suffisants,
- L'Education, ça se fait aussi avec les associations,
- L'Education, c'est construire en sachant où l'on va pour la réussite des jeunes, où l'on va pour notre société,

Ne rajoutons pas à la crise celle de l'Education : investissons pour elle !
M. Darcos, Mme Péresse, Mme Bachelot, M. Barnier, M. Sarkozy, L'Education est notre avenir !

Crions-le ensemble le 10 décembre !



Plus d'information sur le site <http://www.uneecole-votreavenir.org>

2 Modèle de lettre à télécharger et à envoyer à votre député et votre sénateur.

Salon de l'educ

A l'appel du SNUipp, le jeudi 27 novembre, plusieurs écoles du département se sont organisées pour envoyer des délégations à l'inauguration du Salon de l'éducation par Xavier Darcos. Alors que l'inauguration du salon était prévue à l'agenda du ministre, celui-ci a préféré annuler sa venue. Quel manque de courage politique ! Malgré l'annonce dès mercredi de cette annulation, près d'un millier de manifestants, dont de nombreux collègues du Val d'Oise, étaient réunis devant l'entrée du 10ème Salon afin de protester contre les décisions et les orientations du Ministère de l'Education Nationale ... Alors que les manifestants tentaient de bloquer l'entrée du Salon en scandant : « Pas de salon pendant la casse de l'éducation », un collègue du Val d'Oise a été interpellé par les forces de l'ordre. Le SNUipp est immédiatement intervenu auprès de Mme La Commissaire en charge de la sécurité du Parc des Expositions pour exiger sa libération. Emmené au commissariat, il a été libéré en fin de matinée. La section du SNUipp Val d'Oise est en contact avec ce collègue, l'assure du soutien de la profession et le défendra lors des éventuelles suites à cette interpellation.



STOP!

Colère des maires

Environ 2.000 maires, qui assistaient mercredi à un débat sur les réformes à l'école dans le cadre du congrès de l'Association des maires de France, ont quitté la salle pour protester contre l'absence du ministre Xavier Darcos.

Mardi, lors de l'ouverture du congrès, le Premier ministre, François Fillon, avait été sifflé lorsqu'il avait évoqué le SMA (service minimum d'accueil) dans les écoles.

60h : suspension temporaire

Du 8 au 20 décembre : suspension temporaire des 60 heures !

Alors que le ministre prétend faire de la difficulté scolaire sa priorité, la confusion qu'il entretient entre la mise en place des deux heures d'« aide personnalisée » et le travail spécifique effectué dans le cadre des RASED montre sa volonté d'en finir, à terme, avec l'existence des réseaux d'aide spécialisée.

Le SNUipp-FSU et la FCPE appellent toutes les écoles du Val d'Oise à suspendre temporairement le fonctionnement, de l'aide personnalisée du 8 au 20 décembre et toutes les familles à ne pas envoyer leurs enfants en aide personnalisée durant ces 2 semaines. A ce jour, plus de 40 départements ont décidé de suspendre l'aide personnalisée.

Nous demandons aux enseignants d'utiliser durant ces deux semaines les heures d'aide personnalisée à faire, avec les familles et les autres partenaires de l'école, le bilan de la première période de fonctionnement de cette aide. Nous demandons à toutes les écoles de mettre au centre des discussions la question de l'aide aux élèves en difficulté. Nous appelons toute la communauté éducative à dénoncer publiquement la confusion soigneusement entretenue par le ministre entre les différentes formes d'aides.

Nous demandons aux enseignants et aux parents de créer les conditions indispensables au dialogue dans l'école et invitons enseignants, parents, partenaires à réfléchir ensemble à la meilleure façon d'utiliser au mieux ces 2 heures hebdomadaires au service de TOUS les élèves.

Dossier spécial sur <http://95.snuipp.fr/spip.php?article1042>

Courrier commun SNUipp - FCPE à retrouver page 4

Jacques Bernardin à Cergy

"Quelle aide pour quelle école", tel était le thème de la conférence - débat organisée le mardi 25 novembre à la maison des syndicats de Cergy. Vous trouverez ci-dessous quelques extraits de l'intervention de J. Bernardin.

L'Aide « à tous les étages » : une évidence à interroger

A priori, l'aide est une bonne chose. Elle témoigne du souci de s'occuper des élèves les plus en difficulté, rebondit sur le sentiment d'empathie et la générosité de l'opinion à l'égard des « moins chanceux ». Cette évidence de bon sens est néanmoins bousculée quand d'une part, on replace cette mesure dans l'architecture d'ensemble de la politique éducative et quand d'autre part, on se penche sur les résultats de la recherche concernant ses effets réels.

Sur le plan de la politique éducative, on assiste *de fait* à un désengagement de l'Etat par rapport à ses obligations « ordinaires » : diminution drastique de postes ; abandon de la scolarisation des moins de 3 ans y compris en ZEP ; délabrement de la formation continue, etc. Tout cela avec un souci constant de gommer le social dans la façon de traiter les difficultés. Le cas des zones prioritaires en est emblématique, à travers cette volonté revendiquée de sortir de la logique de zone pour ne plus s'adresser qu'à des individus, désormais désignés seuls comptables de leur destin.

Sur le plan de la recherche en éducation, plusieurs travaux récents nous alertent sur les effets réels de l'accompagnement. Selon D. Glasman « *pour une part non négligeable des enfants et des adolescents, l'accompagnement scolaire est loin de faire la preuve de son efficacité en termes d'appui au travail* » et il appelle à la vigilance pour éviter d'en faire « l'accompagnement social de l'exclusion scolaire ».

Bruno Suchaut croise ces travaux avec différentes études menées par l'IREDU de 2001 à 2003, constatant la même tendance. « *A caractéristiques scolaires et sociales comparables, l'effet global de l'accompagnement à la scolarité est assez tenu : en moyenne, les élèves ayant fréquenté un dispositif, quelle que soit sa configuration, ne progressent pas différemment des autres élèves comparables (non pris en charge dans les dispositifs)* ».

Mais il ajoute que, vu l'hétérogénéité des fonctionnements, l'impact global neutre peut masquer des effets opposés, tantôt positifs, tantôt négatifs, selon les caractéristiques des dispositifs.

Autrement dit, **non seulement l'aide n'est pas souvent efficace mais, plus encore, elle peut être néfaste !**

Une aide sans effet – et *a fortiori* contreproductive – risque d'alimenter et de renforcer le sentiment de fatalité à l'égard de « ces enfants-là », cas désespérants vu la débauche d'efforts pour les en sortir, qu'on finira par considérer comme désespérés faute de progression. D'où la nécessité d'y regarder de plus près, au moment où on veut généraliser l'accompagnement (...).

Informers les parents

Kit d'informations aux parents.

Après le succès de la grève du 20 novembre, nous devons continuer à convaincre l'opinion publique en général, les parents d'élèves en particulier, du bien fondé de nos revendications. C'est en créant aussi un grand mouvement d'opinion que nous contraindrons le gouvernement à mettre en œuvre une autre politique pour l'École.

Vous trouverez un dossier spécial sur notre site internet contenant un ensemble de documents utiles pour ces actions.

Ce dossier, qui s'enrichira et sera alimenté au fur et à mesure, propose déjà 4 tracts à diffuser et/ou afficher : aide aux élèves en difficulté, suppression du samedi matin, avenir de l'école maternelle, nouveaux programmes). Vous y trouverez également la pétition rased, la carte défense de l'école maternelle transformée en pétition parents ainsi qu'une affiche.

A consulter sur <http://95.snuipp.fr>

**Le 2 décembre :
je vote SNUipp - FSU**

Alain Refalo

Signez la pétition de soutien !

Quand le gouvernement cherche à sanctionner ceux qui ne rentrent pas dans le rang.

Dans un contexte où le ministère, très inquiet des conséquences de sa politique sur le climat actuel dans les écoles, surveille de très près tout ce qui circule sur la toile, l'administration menace de sanctionner très sévèrement un de nos collègues de Colomiers pour avoir écrit une lettre ouverte à son IEN, intitulée « Je refuse d'obéir », qui a été par la suite reprise sur un blog.

La section du SNUipp 31 a, tout de suite, assuré notre collègue du soutien de la profession.

Ave eux nous mettrons tout en œuvre pour assurer la solidarité la plus large de la profession sous toutes ses formes.

Au niveau national, le secrétaire général du SNUipp est intervenu auprès du cabinet du ministre pour réaffirmer notre soutien à notre collègue et exiger qu'aucune sanction disciplinaire ne soit prise.

Pétition papier et en ligne sur <http://95.snuipp.fr>



SNUipp-FSU
Val d'Oise

24 + 2 = - 3000 ?

Non Monsieur le Ministre Vous vous trompez !



En supprimant le samedi matin, le ministre a de fait réduit de 2 heures par semaine le temps d'enseignement de **TOUS les élèves**. Qui peut croire qu'avec moins d'heures de classe, des programmes plus lourds, moins d'enseignants, les élèves pourraient mieux réussir à l'école ? Qui peut croire qu'en supprimant la formation professionnelle des enseignants, en menaçant la maternelle, en dénigrant le travail des enseignants, en culpabilisant les parents, l'école serait en mesure de mieux répondre aux défis qui lui sont posés ?

Les 3 000 suppressions annoncées de postes de RASED (Réseaux d'Aides Spécialisées aux Élèves en Difficulté) vont priver 150 000 élèves d'une aide spécialisée. Ce sont des territoires entiers dans lesquels le réseau ne pourra plus intervenir. Ce sont des personnels dont le professionnalisme et l'expérience sont niés.

Alors que le ministre prétend faire de la difficulté scolaire sa priorité, la confusion qu'il entretient entre la mise en place des deux heures d'« aide personnalisée » et le travail spécifique effectué dans le cadre des RASED montre sa volonté d'en finir, à terme, avec l'existence des réseaux d'aide spécialisée.

Le SNUipp-FSU et la FCPE appellent toutes les écoles du Val d'Oise à suspendre temporairement le fonctionnement, de l'aide personnalisée du 8 au 20 décembre et toutes les familles à ne pas envoyer leurs enfants en aide personnalisée durant ces 2 semaines.

Nous demandons aux enseignants d'utiliser durant ces deux semaines les heures d'aide personnalisée à faire, avec les familles et les autres partenaires de l'école, le bilan de la première période de fonctionnement de cette aide.

Nous demandons à toutes les écoles de mettre au centre des discussions la question de l'aide aux élèves en difficulté. Nous appelons toute la communauté éducative à dénoncer publiquement la confusion soigneusement entretenue par le ministre entre les différentes formes d'aides.

Nous demandons aux enseignants et aux parents de créer les conditions indispensables au dialogue dans l'école et invitons enseignants, parents, partenaires à réfléchir ensemble à la meilleure façon d'utiliser au mieux ces 2 heures hebdomadaires au service de **TOUS les élèves**.

Nous appelons à organiser rapidement des réunions locales rassemblant parents, enseignants et tous les partenaires de l'école pour débattre des enjeux actuels, des défis à venir et construire ensemble des alternatives qui répondent à la question de **la réussite de tous**.

Le SNUipp et la FCPE prendront avec les organisations qui s'engageront avec elles dans cette démarche toutes les dispositions pour fédérer toutes ces actions locales, engager des initiatives au plan local, départemental et les proposer à l'échelon régional et national.

Kamel OULD BOUALI
SD du SNUipp-FSU 95

Manuel ALVAREZ
Président FCPE 95

Courrier à télécharger pour distribution sur
<http://95.snuipp.fr/spip.php?article1042>



F
S
U